



Demain et samedi 31 août, je serai présent avec des camarades à Bonnet, dans la Meuse pour la 4ème édition du « Petit festival contre la grosse poubelle de Bure ». Vous savez, Bure, c'est ce petit village où l'Agence Nationale pour la gestion des Déchets Radioactifs (ANDRA) a implanté un « laboratoire destiné aux recherches sur le stockage des déchets radioactifs en couches géologiques profondes ». Vaste programme ! En plus clair, Bure a été désignée pour être la poubelle de l'industrie du nucléaire. Un lieu où on enterre tous les déchets ultimes pour en faire cadeau à nos enfants. Parce que nucléaire, ça rime avec solidaire ! Faudra bien que les milliers de générations futures le soient pour accepter ce que nous leur laissons.

Il n'est nul besoin ici de re-préciser le fardeau que représentent les déchets nucléaires. Comme le clament assez les partisans de la sortie du nucléaire civil ou militaire, dont nous sommes, le meilleur moyen de combattre les déchets, c'est de ne pas en produire.

Mais en attendant, non seulement, l'enfouissement n'est pas la bonne solution, mais la gestion quotidienne même des procédés d'enfouissement est inquiétante. Ajoutez à cela le mépris de la démocratie et de l'information aux citoyen-ne-s. À partir du travail de Jean-Marie Brom et de Michel Marie, que nous avons reçus il y a quelques jours au Remue-Méninges du PG, je vous livre quelques réflexions.

Non à l'enfouissement des déchets nucléaires.

Peut-être avez-vous déjà entendu l'argument selon lequel ne sont produits que 2 kilos de déchets par an et par habitant. C'est pas beaucoup, n'est-ce pas ? Sauf que nous sommes 66 millions d'habitants...

À Bure, on nous propose donc de les enfouir. Le site a été choisi après, paraît-il, de longues et sérieuses études géologiques. Trois sites étaient en concurrence dans les années 90, et depuis Novembre 1993, les regards se sont fixés sur ce village de la Meuse. En 2006, le parlement a confié à l'ANDRA la mission de concevoir un stockage profond.

Bure présente en fait l'avantage d'être extrêmement rural. Une zone géographique très peu peuplée. Et moins il y a d'habitants, moins il y a de chances qu'il y ait de la résistance. Mais le véritable argument était à l'époque l'idéal géologique que représentait le sous-sol de la région pour accueillir un tel centre d'enfouissement.

On se rendra compte par la suite que ce n'est pas le cas, qu'il existe en profondeur des risques identifiés d'incendie, d'explosion et bien évidemment, de contamination. On ajoute à cela la durée de vie des bétons qui est très courte par rapport au temps de la radioactivité des déchets. La composition du sol, en outre, ne serait pas aussi parfaite pour implanter une telle installation comme on nous le dit. Enfin, les eaux de surfaces étant connectées à la Marne et à la Seine, comment se fait-il qu'on ne mesure par l'importance du risque pour tou-te-s, y compris Paris ? Alors, mensonges de l'ANDRA ? Ce ne serait pas le premier.

Soulaine, le « pays du mensonge permanent ».

Dans le département voisin de l'Aube existe le plus grand centre de stockage en surface au monde, sur le territoire de Soulaine. En fonction depuis janvier 1992, cette poubelle devait à l'origine réceptionner les déchets de Faible et Moyenne Activité à Vie Courte (FAVC et MAVC). Une poubelle devant exister sur une période de 30 ans. Le problème est qu'on se rend compte aujourd'hui que son espérance de vie passe à 50 voir 60 ans. Pire, un second site a dû être créé sur le territoire voisin de Morvilliers. On nous avait par ailleurs annoncé que les déchets stockés n'auraient qu'une toxicité sur une durée de 300 ans. Il semblerait pourtant que des déchets de Plutonium, à la vie beaucoup plus longue, y soient stockés.

Voilà pourquoi le site de Soulaine est surnommé par les résistants à l'ANDRA : le pays du mensonge permanent. On notera donc une certaine opacité qui entoure tous ces sites ainsi que des promesses plutôt floues. Mais revenons à Bure.

Cigéo, Un projet fou et ridicule.

Cigéo, pour « Centre Industriel de stockage Géologique pour les déchets nucléaires ultimes »,

devait n'être à l'origine qu'un laboratoire de recherche. Des promesses de non entreposage avaient été faites alors que finalement, 1500 hectares d'emprise ont été réservés. Cigéo donc, c'est 100 convois de 10 wagons par an, soit 100 000 wagons de déchets radioactifs qui doivent échouer sur ce site avec les risques d'irradiation en surface et de contamination de l'atmosphère que l'on connaît. Sur la contamination par exemple, la réglementation définit un seuil maximum de particules pouvant être évacuées lors d'un transport de déchets nucléaires. Ce seuil maximum est fixé à 4 becquerels (Bq) par cm². Mais des analyses ont déjà relevé des taux allant jusqu'à 126 Bq/cm². Une contamination notamment liée à la corrosion des emballages et à des soudures de couvercles défectueuses. On constate déjà, par ailleurs, un manque de filtre des rejets gazeux. Les colis présentent un risque d'accumulation excessive d'hydrogène à l'intérieur, produit par phénomène de radiolyse. Pour éviter les risques d'explosion, les colis ne sont donc pas étanches. Pour le stockage dans les alvéoles de Bure, une ventilation doit être inévitablement prévue pour évacuer, avec un débit de 500 à 650 m³/s afin de pouvoir ventiler l'ensemble des alvéoles. Il existe enfin des risques d'incendie : si un incendie devait se déclarer dans les galeries, la structure porteuse des installations du fond est conçue pour rester stable au feu seulement durant 2 heures. Le bitume est inflammable à partir de 350 degrés. Or, par le retour d'expérience sur des incendies en milieu souterrain, nous savons qu'ils donnent des températures généralement comprises entre 800 et 1200 °C.

Cigéo, c'est surtout des déchets radioactifs ultimes. Ce sont des déchets Haute Activité et Moyenne Activité-Vie Longue (HAVL et MAVL) qui concentrent 99,96 % de la radioactivité. Ils proviennent essentiellement des combustibles usés de nos 58 réacteurs répartis sur toute la France. Leur taux de radioactivité est de plusieurs dizaines de milliards de Bq par gramme. On trouve notamment dans les HA des radionucléides ayant une durée de vie de 3 millions d'années comme le chlore 36, d'autres à l'espérance de vie de 157 millions d'années comme l'Iode 129 sans parler du Thorium 232 qui monte à 140 milliards d'années. Vous avez bien lu.

Le stockage en surface, la moins mauvaise des solutions.

Cela vous suffit ? Allez, je vous donne encore un élément. Ces colis, il faut les faire descendre sous terre. Une manœuvre complexe et très sensible. Voilà pourquoi ne pourront être descendus qu'un maximum de 6 colis par jours. Or, me direz-vous, il y a bien des colis qui arrivent sur le site par train et doivent attendre. C'est ainsi qu'est organisé le stockage de ces colis... en surface. On nous dit donc que l'enfouissement est la meilleure des solutions, mais en attendant, il y a bien du stockage qui est fait en surface !

Moralité : Primo, l'enfouissement des colis va être long, très long. On estime qu'il faudra une centaine d'années pour tout descendre. Mais si un jour, l'évolution de nos connaissances et de nos technologies nous apprenait une autre façon de traiter ces déchets, il faudra bien remonter tout cela. On rajoutera donc cent ans de plus, pour tout remonter. Sans compter l'état des colis qui auront, n'en doutons pas, subi la corrosion et l'évolution normale des matériaux et de la couche géologique. Deusio, si l'enfouissement est montré comme la meilleure des solutions, du stockage en surface existera tout au long de la procédure d'enfouissement.

Voilà qui nous mène à notre position au Parti de Gauche. Nous disons non à l'enfouissement des déchets radioactifs quels qu'ils soient. Le stockage en surface reste indubitablement la moins mauvaise solution. Il permet de garder un œil sur tous ces déchets, de savoir où ils sont. Les générations futures vivront encore (tant qu'elles le peuvent) sur notre planète. Arrivera un

jour où l'on oubliera cette poubelle laissée au 21ème siècle. Ensuite, le stockage en surface permet de contrôler l'évolution des colis et de parer, le cas échéant, à toute défaillance des emballages. Enfin, le stockage en surface, au plus près de la production, nous fera gagner un temps précieux à chaque fois que nous aurons de nouvelles solutions à proposer pour traiter du mieux possible ces déchets.



Un débat interdit.

Le 10 juillet dernier, j'étais à Chaumont, en Haute-Marne. Il avait lieu une réunion-débat sur le Centre Cigéo. Une réunion coorganisée par les associations et collectifs engagés sur le sujet ainsi que Europe Écologie-Les Verts et le Parti de Gauche. Étaient présent-e-s Michel Marie du Collectif contre l'Enfouissement des Déchets Radioactifs (CEDRA), Bertrand Thuillier, scientifique spécialiste de la question ou encore Patricia Andriot, Vice-présidente (EELV) de la région Champagne-Ardenne ainsi que d'autres élu-e-s locaux... Le débat était animé par Michel Gueritte, président de l'association La QV-Ville sur Terre. Une centaine de personnes étaient présentes dans la salle.

Ce débat était organisé car il nous est aujourd'hui confirmé la volonté de faire passer en force ce désastre géologique en méprisant tout avis divergeant ou alternatif. En effet, la Commission Nationale du Débat Public a annulé pas moins de 6 réunions publiques en juin-juillet sensées permettre le débat avec les citoyens. En 2005-2006 déjà, lors du vote de la loi actant le principe de l'enfouissement des déchets nucléaires par l'ANDRA, le débat public avait conclu en faveur de la préférence pour la conservation des déchets en surface. La loi avait déjà méprisé cet avis, balayé d'un revers de la main le débat public.

C'est donc dans ce contexte que la Résistance s'organise. Ce week-end à Bonnet sera un grand moment de rencontres et de discussions autour de ce désastre annoncé.

Je pense y établir de nouveaux contacts. Dans le respect du combat citoyen qui est engagé, je formule le vœu que toutes les initiatives locales débouchent sur une initiative d'ampleur nationale. Comme le répètent les « Résistants » anti-enfouissement, cette question est posée à tout le pays. Leur slogan « Ni ici, ni ailleurs » en témoigne. À mon retour, je pense préparer le réseau des élu-e-s (PG) de la Gauche par l'exemple à une série d'initiatives d'information dans tout le pays, à partir de nos positions politiques dans les communes de France.